SÉANCE RÉGULIÈRE DU 10 FÉVRIER 2025

PROCÈS-VERBAL de la séance régulière du conseil municipal de la municipalité de Saint-Malo tenue au lieu ordinaire des délibérations du conseil ce lundi, 10 février 2025, à compter de 20 h, à laquelle sont présents, outre Monsieur le Maire, Benoit Roy, les conseillers suivants :

	René Madore	siège 1
	Karine Montminy	siège 2
	Marcel Blouin	siège 3
	Lyse Chatelois	siège 4
Vacant		siège 5
	Marc Fontaine	siège 6

tous formant quorum sous la présidence du maire.

Madame Gabriela Fiema, directrice générale et greffière-trésorière, est aussi présente.

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR LE MAIRE

Monsieur le Maire déclare la séance ouverte à 20 H 05 et il souhaite la bienvenue à tout le monde.

2. ACCEPTATION DE L'ORDRE DU JOUR

Le Maire fait la lecture de l'ordre du jour qui accompagnait l'avis de convocation.

Résolution 2025-02-21

Il est proposé par la conseillère Karine Montminy et appuyé par le conseiller Marcel Madore,

D'accepter l'ordre du jour en laissant le point 18. « Varia » ouvert.

1. Ouverture de la séance par le Maire;
2. Acceptation de l'ordre du jour;
3. Adoption du procès-verbal du 11 novembre, 9 décembre, 16 décembre 2024 et du 13 janvier 2025;
4. Période de questions réservée au public;
5. Inspecteur en bâtiment et en environnement;
6. CDSM;
7. Loisirs ;
8. CCU ;
 1. Nomination membre public
 2. Formation
9. Adoption du règlement de taxation 2025;
10. Nomination du comité de démolition;
11. Demande de prix;
 1. Fauchage des abords des chemins ;
 2. Balayage des rues;

12. Ententes;
 1. Ressourcerie des Frontières;
 2. Camp Kionata;
13. Renouvellement : abonnement au Journal du Haut Saint-François;
14. Congrès ADMQ;
15. Paiement des comptes :
 1. Comptes payés;
 2. Comptes à payer;
16. Bordereau de correspondance;
17. Rapports :
 1. Maire;
 2. Conseillers;
 3. Directrice générale ;
18. Varia ;
19. Période de questions réservée au public ;
20. Évaluation de la rencontre;
21. Levée de la séance.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS.

3. **ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU 11 NOVEMBRE, 9 DÉCEMBRE, 16 DÉCEMBRE 2024 ET DU 13 JANVIER 2025**

Résolution 2025-02-22

Il est proposé par le conseiller Marc Fontaine et appuyé par la conseillère Karine Montminy,

D'approuver le procès-verbal de la séance régulière du 11 novembre 2024 en apportant la correction au point 7.2.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS.

Résolution 2025-02-23

Il est proposé par la conseiller René Madore et appuyé par le conseiller Marcel Blouin,

D'approuver le procès-verbal de la séance régulière du 9 décembre 2024.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Résolution 2025-02-24

Il est proposé par la conseillère Karine Montminy et appuyé par le conseiller Marc Fontaine,

D'approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du 16 décembre 2024.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS.

Résolution 2025-02-25

Il est proposé par la conseillère Karine Montminy et

appuyé par le conseiller Marcel Blouin,

D'approuver le procès-verbal de la séance régulière du 13 janvier 2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

4. **PÉRIODE DE QUESTIONS RÉSERVÉE AU PUBLIC**

Aucune question n'est abordée par public.

5. **INSPECTEUR EN BÂTIMENT ET EN ENVIRONNEMENT**

Aucun point n'est abordé.

6. **CDSM**

Aucun point n'est abordé.

7. **LOISIRS**

Aucun point n'est abordé.

8. **CCU**

8.1 **Nomination membre public**

ATTENDU QUE selon le règlement 281-2002 **RÈGLEMENT CONSTITUANT UN COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME** (C. C. U.), la durée du mandat de chacun des membres est de deux ans sauf pour le président qui est d'un an;

ATTENDU QUE le Conseil municipal peut renouveler ce mandat par résolution;

ATTENDU QU' à la séance régulière du 10 janvier 2022, la résolution 2022-01-06 avait été adoptée pour constituer ce comité pour deux ans et le Président renouvelable à chaque année;

ATTENDU QUE le Conseil doit adopter une résolution pour mandater un président du comité au début de chaque année et les membres aux deux ans;

ATTENDU QU' il y a eu trois (3) démission pour les membres du public;

ATTENDU QU' un envoi collectif a été envoyé dans la municipalité pour rechercher des membres pour compléter le comité;

Résolution 2025-02-26

Il est proposé par le conseiller Marcel Blouin et appuyé par le conseiller Marc Fontaine,

D'accepter Monsieur Daniel Parent à titre de membre du public dans le comité;

De trouver un (1) nouveaux membres pour combler les postes vacants réservé au public.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS.

8.2 Formation

ATTENDU QUE le PL 16 a rendu une formation pour les membres du CCU obligatoire ;

ATTENDU QUE la FQM propose des formations en ligne à des différentes dates ;

Résolution 2025-02-27

Il est proposé par le conseiller Marcel Blouin et appuyé par la conseillère Lyse Chatelois,

De réserver une date de formation pour les deux (2) nouveaux membres du CCU Monsieur Gérald Thibault et Monsieur Daniel Parent au prix de 160 \$ plus taxes applicables par personne.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS.

9. **ADOPTION DU RÈGLEMENT DE TAXATION 2025;**

Règlement numéro 466-2025

imposant les taxes et les compensations exigibles pour l'exercice financier 2025 ainsi que les conditions de leur perception

Lors de l'assemblée régulière du conseil municipal de Saint-Malo tenue le dixième jour de février de l'an deux mille vingt-cinq et à laquelle assistent Monsieur le Maire, Benoît Roy et les conseiller-ère-s, René Madore, Karine Montminy, Marcel Blouin, Lyse Chatelois, et Marc Fontaine, la résolution 2025-02-29 décrétant l'adoption du règlement numéro 466-2025 qui se lit comme suit :

ATTENDU QUE les taxes et les compensations doivent être imposées annuellement par règlement ;

ATTENDU QU' en vertu de l'article 252 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, le Conseil a le pouvoir de régler le nombre de versements offerts aux contribuables pour acquitter le compte de taxes et les compensations pour les services municipaux;

ATTENDU QU' un avis de motion a été donné par le conseiller Marcel Blouin ;

ATTENDU QU' qu'un projet de ce règlement a été déposé et présenté lors de la séance ordinaire tenue le 13 janvier 2025 ;

ATTENDU QU' une copie du présent règlement a été remise aux membres du conseil au plus tard deux jours juridiques avant la présente

séance, que tous les membres présents déclarent avoir lu le règlement et qu'ils renoncent à sa lecture;

EN CONSÉQUENCE,

Résolution 2025-02-28

Il est proposé par le conseiller Marcel Blouin et appuyé par le conseiller Marc Fontaine,

et résolu que le règlement suivant soit adopté :

ARTICLE 1

Il est imposé et il sera prélevé, pour l'année 2025, sur tous les immeubles imposables de la municipalité, une taxe foncière générale sur la base de la valeur portée au rôle d'évaluation à raison de 0,64 \$ par cent dollars d'évaluation foncière. Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations enregistrées (E.A.E.).

ARTICLE 2

Le tarif pour l'enlèvement, le transport, la disposition des ordures et des matières compostables est fixé comme suit :

- 2.1 tarif imposé de 155 \$ par année pour chaque habitation unifamiliale.
- 2.2 tarif imposé de 155 \$ par année pour chaque logement compris dans une habitation multifamiliale, exemple : duplex, quadruplex, etc.
- 2.3 tarif imposé de 180 \$ par année pour chaque exploitation agricole enregistrée avec bâtiment conformément à un règlement pris en vertu de l'article 36.15 de la Loi sur le ministère de l'agriculture, des Pêcheries et de l'alimentation (L.R.Q., chap. M-14). Ce tarif ne s'applique qu'une seule fois, quel que soit le nombre de bâtiments agricoles compris dans l'exploitation agricole.
- 2.4 tarif imposé de 155 \$ par année pour chaque entreprise, commerce ou bureau ayant un local dans la municipalité. Le tarif prescrit au présent paragraphe ne s'applique pas à un local compris dans une exploitation agricole visée par les paragraphes 2.2 et 2.3.
- 2.5 tarif imposé de 95 \$ par année pour chaque maison secondaire, de camp de chasse, de chalet, de roulotte, de camp de bûcherons, etc.

Le tarif pour ce service doit, dans tous les cas être payé par le propriétaire.

Lorsqu'une unité d'évaluation comporte plus d'un usage ou d'un local tarifé selon les paragraphes 2.1 à 2.5, le tarif est payable pour chaque usage ou local.

ARTICLE 3

Le tarif pour les écocentres permanents est fixé comme suit :

- 3.1 tarif imposé de 70 \$ par année pour chaque habitation unifamiliale.

- 3.2 tarif imposé de 70 \$ par année pour chaque logement compris dans une habitation multifamiliale, exemple : duplex, quadruplex, etc.
- 3.3 tarif imposé de 70 \$ par année pour chaque exploitation agricole enregistrée avec bâtiment conformément à un règlement pris en vertu de l'article 36.15 de la Loi sur le ministère de l'agriculture, des Pêcheries et de l'alimentation (L.R.Q., chap. M-14). Ce tarif ne s'applique qu'une seule fois, quel que soit le nombre de bâtiments agricoles compris dans l'exploitation agricole.
- 3.4 tarif imposé de 70 \$ par année pour chaque entreprise, commerce ou bureau ayant un local dans la municipalité. Le tarif prescrit au présent paragraphe ne s'applique pas à un local compris dans une exploitation agricole visée par les paragraphes 3.2 et 3.3.
- 3.5 tarif imposé de 35 \$ par année pour chaque maison secondaire, de camp de chasse, de chalet, de roulotte, de camp de bûcherons, etc.

Le tarif pour ce service doit, dans tous les cas être payé par le propriétaire.

Lorsqu'une unité d'évaluation comporte plus d'un usage ou d'un local tarifé selon les paragraphes 3.1 à 3.5, le tarif est payable pour chaque usage ou local.

ARTICLE 4

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service de collecte, de transport et de disposition des plastiques agricoles dispensé par le biais de la MRC de Coaticook, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé pour l'année 2024, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi ou est susceptible d'être desservi par ce service de collecte des plastiques agricoles.

Le tarif pour la collecte des plastiques agricoles est fixé à 321.25 \$ par unité selon le tableau ayant servi au calcul de la MRC de Coaticook.

ARTICLE 5

Il est à noter que les résidences hors circuit sont considérées comme maison secondaire pour l'application de la tarification, pour la cueillette des résidus domestiques et la collecte des matières recyclables.

ARTICLE 6

Il est imposé et il sera prélevé pour l'année 2024, à l'égard de tous les immeubles non raccordés au réseau d'égout municipal et ayant son ou ses propres systèmes de traitement des eaux usées, une tarification suffisante pour couvrir les frais du service de vidange, de transport, de compostage et d'administration du service de vidange des fosses septiques instauré par le Règlement 2-317 (2022) adopté par la MRC de Coaticook, selon ce qui suit :

Catégories d'immeubles	Tarif
Résidences permanentes, commerces, industries, productions agricoles, campings et tous autres immeubles assujettis au <i>Règlement</i>	130.65 \$ par système de traitement vidangé

Taxes foncières imposées aux propriétaires d'immeubles imposables situés à l'intérieur du bassin de taxation identifié à l'annexe B4-2016, pour la station d'épuration et les intercepteurs:

- Selon l'évaluation 0,022 \$ du 100 \$ d'évaluation

Compensations imposées aux propriétaires d'immeubles imposables situés à l'intérieur du bassin de taxation à l'annexe B3-1-2016, pour les collecteurs:

- Selon les unités 289 \$ / l'unité

Compensations imposées aux propriétaires d'immeubles imposables situés à l'intérieur du bassin de taxation identifié à l'annexe B4-2016, pour la station et les intercepteurs:

- Selon les unités 101 \$ / l'unité

ARTICLE 9

Le gardien de poules pondeuses dans l'ensemble du périmètre urbain, des zones V-1, Ra-5 et Ci-1 dans les limites de la municipalité, doit obtenir un certificat d'autorisation. Le coût pour ce certificat d'autorisation qui est incessible est fixé à vingt dollars (20.00 \$). Les modalités sont définies dans le règlement 456-2023.

ARTICLE 10

Le conseil municipal décrète que la taxe foncière et toutes les autres taxes seront payables en quatre versements égaux, le premier versement étant dû trente (30) jours après l'envoi du compte de taxes, le second versement le 12 juin 2025, le troisième le 28 août 2025 et le quatrième le 13 novembre 2025. Pour appliquer le mode de versements égaux, le montant total d'un compte de taxes, pour l'année 2025, doit être supérieur à 300 \$. Cependant, le débiteur peut, en tout temps, acquitter le montant complet en un seul versement.

ARTICLE 11

Les prescriptions de l'article 14 du présent règlement s'appliquent également aux suppléments de taxes municipales ainsi qu'à toutes taxes exigibles suite à une correction au rôle d'évaluation, sauf que dans le cas d'un montant total supérieur à 300 \$, le montant est divisé en trois versement égaux, le deuxième versement doit être payé le ou avant le 90^e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement et le troisième versement doit être payé le ou avant le 90^e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le deuxième versement.

ARTICLE 12

Toute demande de confirmation de taxes ou de détail standard (délai de traitement entre 24 et 72h) sur un compte de taxes pour une propriété, sera facturé 30.00\$ taxes incluses par demande, excluant le propriétaire lui-même.

Toute demande de confirmation de taxes ou de détail express (délai de traitement la journée même) sur un compte de taxes pour une propriété, sera facturé 50.00\$ taxes incluses par demande, excluant le propriétaire lui-même.

ARTICLE 13

Le Conseil décrète que lorsqu'un versement n'est pas fait à son échéance, seul le montant du versement est alors exigible et porte intérêt à un taux de quinze pour cent (15 %) par année.

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

BENOIT ROY

Maire

GABRIELA FIEMA

Directrice générale et greffière-trésorière

Avis de motion	: 13 janvier 2025
Dépôt et présentation du projet de règlement	: 13 janvier 2025
Adoption du règlement	: 10 février 2025
Avis public	: 11 février 2025

10. NOMINATION DU COMITÉ DE DÉMOLITION

ATTENDU QUE le projet de la loi 67 prévoit l'adoption d'un règlement relatif à la démolition des immeubles doit être adopté par les municipalités

ATTENDU QUE à la résolution 2023-01-10 le règlement numéro 453-2022 relatif à la démolition d'immeubles a été adopté;

ATTENDU QUE le chapitre 3 point 3.3 du règlement 453-2022 prévoit la constitution d'un comité de démolition ayant pour fonction d'autoriser les demandes de démolition et d'exercer tout autre pouvoir qui lui confère;

ATTENDU QUE ledit comité doit être formé de trois membres du conseil ;

ATTENDU QUE la durée du mandat des membres du comité est d'un an;

ATTENDU QUE le mandat du comité peut être renouvelé par résolution du conseil;

Résolution 2025-02-29

Il est proposé par la conseillère Karine Montminy et appuyé par la conseillère Lyse Chatelois,

De nommer Benoît Roy, René Madore et Marc Fontaine en tant que membres du comité de démolition pour un mandat d'un an finissant en janvier 2026.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS.

11. DEMANDE DE PRIX

11.1 Fauchage abords de chemins

ATTENDU QUE les abords routiers doivent être fauchés pour aider à la visibilité;

ATTENDU QUE les soumissions aux entreprises peuvent être demandées;

Résolution 2025-02-30

Il est proposé par la conseillère Lyse Chatelois et appuyé par le conseiller René Madore,

D'autoriser la directrice générale de faire des demandes de soumissions auprès d'entreprises pour avoir des prix pour les services de fauchage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

11.2 Balayage des rues

ATTENDU QUE les rues doivent être balayées chaque printemps pour dégager le gravier accumulé pendant l'hiver;

ATTENDU QUE des soumissions à des entreprises peuvent être demandées;

Résolution 2025-02-31

Il est proposé par le conseiller Marc Fontaine et appuyé par le conseiller Marcel Blouin,

D'autoriser la directrice générale de faire des demandes de soumissions auprès d'entreprises pour avoir des prix pour les services de balayage des rues.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

12. ENTENTES

12.1 Ressourcerie des Frontières

ATTENDU QUE le 21 janvier 2025, la Ressourcerie des Frontières a transmis une nouvelle entente à la municipalité Saint-Malo valide pour un terme de deux ans, soit du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2026;

ATTENDU QUE la Ressourcerie offre un service unique de collecte, de transport et de traitement des encombrants qui remplace la collecte municipale des encombrants destinés à l'enfouissement, communément appelée « collecte des gros rebuts »;

ATTENDU QUE la Ressourcerie détourne de l'enfouissement la grande majorité des objets qu'elle collecte en favorisant dans l'ordre, le réemploi, le recyclage et la valorisation, aidant la Municipalité à atteindre les objectifs fixés par le gouvernement du Québec dans sa politique de gestion des matières résiduelles et son plan d'action;

ATTENDU QUE l'entente prévoit une tarification annuelle, calculée ainsi :

- pour l'année 2025, un montant annuel de 1 950,00\$, taxes en sus, calculé selon la pondération des tonnes récupérées en 2021-2022-2023, soit 3 tonnes en date du 30 juin 2024, au taux de 650 \$/tonne;
- pour l'année 2026, le montant annuel sera déterminé en date du 30 juin 2025; il sera calculé selon la pondération des tonnes récupérées en 2022-2023-2024, au même taux;

ATTENDU QUE le conseil a pris connaissance de l'entente convenant des coûts et des modalités;

Résolution 2025-02-32

Il est proposé par la conseillère Lyse Chatelois et appuyé par la conseiller René Madore,

D'autoriser Monsieur le Maire et Madame la directrice générale à signer pour et au nom de la municipalité, l'entente de service avec la Ressourcerie des Frontières, telle qu'elle a été déposée au conseil.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS.

12.2 Camp Kionata

ATTENDU QUE le camp Kionata a fait parvenir une entente de partenariat à la Municipalité;

ATTENDU QUE l'entente de partenariat avec le camp Kionata a été déposée au conseil;

ATTENDU QUE cette entente établit entre autres que la Municipalité versera une contribution municipale au Carrefour Loisirs de 60,00 \$ par enfant par semaine inscrit au camp Kionata en 2025 et 25,00\$ par enfant par semaine pour le service de garde;

Résolution 2025-02-33

Il est proposé par la conseillère Karine Montminy et appuyé par la conseillère Lyse Chatelois,

D'accepter de signer l'entente de partenariat du camp Kionata pour la saison estivale 2025 tel que présenté;

De désigner Madame Gabriela Fiema comme signataire de cette entente.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS.

13. **RENOUVELLEMENT ABONNEMENT AU JOURNAL DU HAUT SAINT-FRANÇOIS**

ATTENDU QUE le Journal régional *Le Haut-Saint-François* sollicite une contribution financière ce qui permet aux citoyen-ne-s de recevoir gratuitement le journal;

Résolution 2025-02-34

Il est proposé par le conseiller Marc Fontaine et appuyé par la conseillère Lyse Chatelois,

DE contribuer au Journal régional *Le Haut-Saint-François* au coût de 1135.20 \$ sans taxes pour l'année 2025;

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS.

14. **CONGRÈS ADMQ**

ATTENDU QUE le Congrès annuel de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) aura lieu du 18 au 20 juin 2025 au Centre des congrès de Québec;

ATTENDU QUE les frais de la chambre et les repas ne sont pas inclus dans les frais d'inscription au Congrès;

Résolution 2025-02-35

Il est proposé par le conseiller Marc Fontaine et appuyé par le conseiller René Madore,

DE payer les frais d'inscription de 585 \$ taxes non incluses, incluant les dîners avec les ateliers d'information, la formation, les cocktails, les deux déjeuners-conférences, le banquet, la soirée, l'ensemble des activités du Salon des Partenaires du congrès de l'ADMQ et le dîner-conférence qui se déroulera du 18 au 20 juin prochain au Centre des congrès de Québec.

QUE le kilométrage selon le tarif établi, le coût de la chambre ainsi que les repas seront remboursés à la directrice générale et greffière-trésorière sur présentation de pièces justificatives.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

15. **PAIEMENT DES COMPTES**

15.1 **Comptes payés**

ATTENDU QUE le Conseil de la municipalité de Saint-Malo prend en compte la liste qui lui a été présentée pour le paiement des comptes d'un montant total de 132 711.47 \$ payés depuis le 13 janvier 2025;

Résolution 2025-02-36

Il est proposé par le conseiller Marc Fontaine et appuyé par le conseiller René Madore,

D'accepter la liste présentée au Conseil municipal pour le paiement des comptes d'un montant total de 132 711.47\$ payés depuis le 13 janvier 2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS.

15.2 Comptes à payer

15.3.1 EMV Constructions

ATTENDU QUE l'entreprise EmV Constructions a été engagée afin d'installer les deux (2) fans au-dessus des fours de l'Âge d'Or ;

ATTENDU QUE les travaux ont été effectués et qu'une facture a été remise ;

Résolution 2025-02-37

Il est proposé par le conseiller René Madore et appuyé par la conseillère Lyse Chatelois,

DE payer la facture numéro 2025021001 au montant de 6 070.68 \$ plus les taxes applicables à l'entreprise EmV Constructions pour l'installation de deux (2) fans au-dessus des fours de l'Âge d'Or.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS.

15.3.2 Facture entente incendie

ATTENDU QUE l'entente relative à la fourniture de services pour la protection contre les incendies avec Saint-Isidore-de-Clifton a été signée le 28 août 2008 à Saint-Malo et le 25 septembre 2008 à Saint-Isidore;

ATTENDU QUE cette entente se renouvelle automatiquement par période successive d'un (1) an;

ATTENDU QUE le paiement pour l'année 2025 est dû;

Résolution 2025-02-38

Il est proposé par le conseiller Marc Fontaine et appuyé par le conseiller René Madore,

DE payer la partie de la quote-part de la Municipalité au montant de 42 200.69 \$ selon l'entente pour la fourniture des services de protection contre les incendies par la municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

15.3.3 Quote-part loisirs Ville de Coaticook

bancaires, car des milliers de villages et de municipalités rurales n'ont aucune succursale bancaire et plus de 900 municipalités ont exprimé leur appui pour la mise en place d'une banque postale;

- ATTENDU QUE** au Canada, des milliers de personnes n'ont pas accès à Internet haute vitesse, et que le gouvernement fédéral promet depuis longtemps d'intervenir afin de leur donner accès à un service à large bande; Attendu que des mesures doivent être prises sans délai pour mettre en place un solide réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques;
- ATTENDU QUE** pour atteindre les cibles de 2050 en matière de neutralité carbone, Postes Canada doit fortement accélérer l'électrification de son parc de véhicules;
- ATTENDU QUE** les bureaux de poste, dont le réseau couvre l'ensemble du pays, sont en mesure de fournir une vaste gamme de services à la manière de carrefours communautaires;
- ATTENDU QUE** les facteurs et factrices de Postes Canada, tant en milieu urbain qu'en milieu rural, sont en mesure de fournir un service de vigilance auprès des personnes vulnérables afin qu'elles puissent demeurer chez elles le plus longtemps possible;
- ATTENDU QUE** Postes Canada est tenue de faire sa part pour mettre en place une relance après-pandémie qui soit juste;
- ATTENDU QUE** le rapport intitulé La voie à suivre pour Postes Canada, déposé dans le cadre de l'examen du service postal public, mené en 2016 par le gouvernement fédéral, recommande que Postes Canada diversifie ses services et qu'elle les adapte aux besoins de la population, qui sont en constante évolution;
- ATTENDU QUE** le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), grâce à sa campagne Vers des collectivités durables, propose une vision du service postal à l'ère numérique et post-carbone qui apporte des solutions à ces besoins, et bien davantage;

Résolution 2025-02-41

Il est proposé par le conseiller Marc Fontaine et appuyé par la conseillère Karine Montminy,

D'appuyer la campagne Vers des collectivités durables et écrire à la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, l'honorable Helena Jaczek, pour lui faire part des raisons qui justifient son appui et y joigne une copie de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS.

17. RAPPORTS

17.1 Maire

Monsieur le Maire revient sur sa rencontre revient sur la rencontre maire de Coaticook.

17.2 Conseillers

Le conseiller René Madore informe le conseil de la rencontre avec les services incendies et de la rencontre avec la Ressourcerie des Frontières.

17.3 Directrice générale

18. VARIA

Aucun item n'est ajouté à cet article de l'ordre du jour.

19. PÉRIODE DE QUESTIONS RÉSERVÉE AU PUBLIC

Aucune question n'a été posée.

20. ÉVALUATION DE LA RENCONTRE

Tous les membres se disent satisfaits de la rencontre.

21. LEVÉE DE LA SÉANCE

N'ayant plus de sujets à discuter, le maire déclare la levée de la séance.
Il est 21 h 11.

Benoit Roy, maire

Gabriela Fiema, directrice
générale et greffière-trésorière